

**RAPPORT**  
**DU**  
**CORPS COMMUN D'INSPECTION**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 34 (A/39/34)



**NATIONS UNIES**

**RAPPORT**  
**DU**  
**CORPS COMMUN D'INSPECTION**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 34 (A/39/34)



**NATIONS UNIES**

New York, 1984

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

[27 juillet 1984]

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1	1
II. ORGANISATIONS AYANT ACCEPTE LE STATUT DU CCI .....	2 - 3	1
III. COMPOSITION DU CORPS COMMUN D'INSPECTION .....	4 - 6	1
IV. SECRETARIAT .....	7	2
V. PROGRAMME DE TRAVAIL .....	8 - 9	2
VI. CONSULTATIONS .....	10 - 13	2
VII. APERCU DES RAPPORTS ET NOTES DU CCI .....	14 - 115	3
A. Le Bureau de l'exécution des projets du Programme des Nations Unies pour le développement (JIU/REP/83/9) .....	15 - 21	3
B. Contribution des organismes des Nations Unies à la préservation et à la gestion du patrimoine culturel et naturel de l'Asie et du Pacifique (JIU/REP/83/10) .....	22 - 27	5
C. Gestion des bibliothèques du système des Nations Unies et coopération entre ces bibliothèques (JIU/REP/84/1) .....	28 - 32	6
D. Rapport sur le Grand Programme 110 de l'OIT consacré à la sécurité sociale (JIU/REP/84/2) ...	33 - 39	8
E. La politique de recrutement et son application à l'Organisation internationale du Travail (JIU/REP/84/3) .....	40 - 47	9
F. Organisation maritime internationale (JIU/REP/84/4)	48 - 56	10
G. Politiques et pratiques suivies en matière de publications dans les organismes des Nations Unies (JIU/REP/84/5) .....	57 - 63	11
H. Rapport sur le Bureau des services du secrétariat pour les questions économiques et sociales (JIU/REP/84/6) .....	64 - 74	13

# TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. Les rapports au Conseil économique et social (JIU/REP/84/7) .....	75 - 85	15
J. Rapport sur les problèmes relatifs au personnel du programme alimentaire mondial (PAM) (JIU/REP/84/8) .....	86 - 90	17
K. Note au sujet d'une étude concernant l'adminis- tration du projet relatif aux communications en Afrique entrepris en commun par les pays nordiques et l'Unesco (phase I) (JIU/NOTE/84/1) .....	91 - 96	19
L. Rapport sur la coopération technique de l'Agence internationale de l'énergie atomique (JIU/REP/84/9)	97 - 108	20
M. Services communs des organisations des Nations Unies ayant leur siège au Centre international de Vienne (JIU/REP/84/10) .....	109 - 115	22

## I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport, le seizième que le Corps commun d'inspection (CCI) a établi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1968, date de sa création, rend compte des activités exercées par le CCI au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1983 au 30 juin 1984 1/.

## II. ORGANISATIONS AYANT ACCEPTE LE STATUT DU CCI

2. Les organisations du système des Nations Unies qui ont accepté le statut du CCI sont les suivantes :

Organisation des Nations Unies (ONU) et organismes affiliés  
Organisation internationale du Travail (OIT)  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)  
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)  
Organisation mondiale de la santé (OMS)  
Union postale universelle (UPU)  
Union internationale des télécommunications (UIT)  
Organisation météorologique mondiale (OMM)  
Organisation maritime internationale (OMI)  
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)  
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

3. De toutes les institutions spécialisées, seul le Fonds international de développement agricole (FIDA) n'a pas encore accepté le statut du CCI.

## III. COMPOSITION DU CORPS COMMUN D'INSPECTION

4. Au 30 juin 1984, la composition du Corps commun d'inspection était la suivante :

M. Alfred N. Forde\* (Barbade), président  
M. Salah E. Ibrahim\*\* (Egypte), vice-président  
M. Mark E. Allen\*\* (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)  
M. Maurice Bertrand\* (France)  
M. Alexander S. Efimov\*\* (Union des Républiques socialistes soviétiques)  
M. Toman Hutagalung\*\* (Indonésie)  
M. Nasser Kaddour\*\* (République arabe syrienne)  
M. Moustapha Ould Khalifa\* (Mauritanie)  
M. Earl D. Sohm\* (Etats-Unis d'Amérique)  
M. Miljenko Vuković\* (Yougoslavie)  
M. Norman Williams\*\* (Panama)

---

\* Date d'expiration du mandat : 31 décembre 1985.

\*\* Date d'expiration du mandat : 31 décembre 1987.

5. Conformément à l'article 18 de son statut, le Corps commun a élu M. Alfred N. Forde président et M. M. Salah E. Ibrahim vice-président pour l'année civile prenant fin le 31 décembre 1984. Au cours de l'année 1983, M. Miljenko Vuković était président et M. Alfred N. Forde vice-président.

6. Les mandats de MM. Bertrand, Forde, Moustapha, Sohm et Vuković expirant le 31 décembre 1985, et M. Allen ayant démissionné du Corps commun d'inspection, avec effet le 21 septembre 1984, l'Assemblée générale considérera à sa trente-neuvième session la nomination d'inspecteurs à ces postes vacants, conformément aux articles 2, 3 et 4 du statut du Corps commun.

#### IV. SECRETARIAT

7. Le secrétariat du Corps comprend un secrétaire exécutif, 7 administrateurs et 11 agents des services généraux.

#### V. PROGRAMME DE TRAVAIL

8. Le programme de travail pour 1984, établi conformément à l'article 9 du statut du Corps, figure dans le document A/39/87, qui a été communiqué aux Etats Membres et aux organisations participantes par les soins du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il comprend une étude relative à la représentation locale des organes et organisations des Nations Unies, demandée par l'Assemblée générale dans le paragraphe 30 de sa résolution 38/171, en date du 19 décembre 1983. Cette étude sera soumise à l'Assemblée générale à sa quarantième session. Le programme de travail a également tenu compte, dans la mesure du possible, des demandes et suggestions des organisations participantes.

9. Les inspecteurs ont décidé de ne pas entreprendre pour le moment le rapport final sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (question 1 d) du programme de travail pour 1984). La raison en est à la fois le manque de temps et de ressources et le fait que le rapport devra tenir compte des décisions de l'Assemblée générale et des autres organes délibérants du système, au sujet de rapports du CCI qui n'ont pas encore été examinés.

#### VI. CONSULTATIONS

10. Le Corps continue d'entretenir les plus larges contacts possibles. En novembre 1983, au cours de la trente-huitième Assemblée générale, le CCI a rencontré le Groupe des 77. L'entretien a porté globalement sur le quinzième rapport annuel du CCI et sur son programme de travail. On a envisagé favorablement que le Groupe des 77 et le CCI se réunissent régulièrement. Les inspecteurs ont tenu des réunions informelles en janvier 1984 avec les représentants de deux groupes d'Etats Membres à Genève - le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats; et le Groupe des Etats d'Amérique latine. Ils se sont entretenus notamment des résultats de la trente-huitième Assemblée générale, eu égard aux rapports du CCI et à l'évolution du programme de travail du CCI pour 1984. Le Corps estime que ces réunions ont été utiles dans la mesure où elles lui ont permis d'avoir une idée de la manière dont les Etats Membres considéraient son travail. Les inspecteurs envisagent des réunions ultérieures avec ces groupes et avec ceux qui le souhaiteraient.

11. En mars 1984, le CCI a organisé une réunion informelle interorganisations d'évaluation d'une durée de trois jours à laquelle ont participé des spécialistes de l'évaluation et des représentants de 25 organisations. Des réunions similaires ont également eu lieu en 1977, 1979, 1981 et 1982. La réunion de 1984 était consacrée, entre autres, à l'examen des efforts nationaux d'évaluation, des incidences de l'évaluation sur la prise de décision et la définition des principes de gestion, et de l'évaluation intégrée.

12. Au cours de sa session à Genève en mai 1984, le CCI s'est entretenu avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'élaboration de plusieurs études dans le cadre du programme de travail du CCI. Leurs présidents respectifs se sont également rencontrés en 1983 pour débattre de questions d'intérêt commun touchant le système des Nations Unies.

13. Par ailleurs, le CCI a maintenu des contacts avec la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes et les services de gestion et de vérification de plusieurs secrétariats.

## VII. APERÇU DES RAPPORTS ET NOTES DU CCI

14. On trouvera ci-après un aperçu des rapports publiés par le CCI de juillet 1983 à juin 1984. L'organisation à laquelle chaque rapport a été envoyé pour suite à donner est également indiqué.

### A. Le Bureau de l'exécution des projets du Programmes des Nations Unies pour le développement (JIU/REP/83/9) 2/

15. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui est l'organisaſtion centrale de financement et de coordination pour les activités de coopération technique du système des Nations Unies, entreprend également l'exécution directe de projets. Elle le fait par l'intermédiaire de son Bureau de l'exécution des projets (BEP) qui fait intégralement partie du PNUD. Le PNUD exécute directement des projets non techniques et techniques, en faisant largement appel, pour ces derniers, à la sous-traitance. En 1981, les dépenses effectuées par le Bureau de l'exécution des projets financées sur les ressources du programme du PNUD se sont élevées à 52 millions de dollars des Etats-Unis, celles qui ont été financées par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) à 17 millions de dollars des Etats-Unis, par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) à 6 millions de dollars des Etats-Unis, et par l'ensemble des sources de financement, à 79 millions de dollars des Etats-Unis; le BEP se place au cinquième rang des 26 agents d'exécution du PNUD.

16. Le rapport indique que, depuis l'introduction du système de l'exécution directe, en 1973, les activités du Bureau donnent lieu à une controverse entre le PNUD et les principaux organismes techniques du système des Nations Unies. Ces derniers s'opposent au système de l'exécution directe notamment pour les raisons suivantes : les activités du BEP ont empiété de façon croissante sur les secteurs relevant de leurs compétences techniques; l'exécution directe par le PNUD conduit à une sous-utilisation des capacités du système, de l'expérience et des connaissances spécialisées et peut anéantir le concept de collaboration tripartite (gouvernements, PNUD et institutions) qui régit le programme du PNUD; l'exécution directe porte atteinte au rôle essentiel du PNUD qui est de mobiliser les ressources pour le programme, d'élaborer et de coordonner les politiques opérationnelles du programme, et de faire fonction d'arbitre impartial lorsque des différends surviennent au cours de l'exécution du programme.



17. Le PNUD oppose les arguments suivants : les projets non techniques exécutés par le BEP portent sur des activités administratives et financières que l'on ne doit pas rattacher à l'exécution de projets; quant à l'exécution directe de projets techniques, qui a représenté en 1981 environ 4 p. 100 de la totalité des dépenses faites par le système au titre des projets financés par le PNUD, elle est trop peu importante pour affaiblir le principe de la collaboration avec les institutions; le fait que certains agents d'exécution apportent aux projets un appui fonctionnel insuffisant tout en demandant des ressources de plus en plus importantes au titre de leurs frais, doit être compensé par l'adoption d'approches qui diffèrent de la méthode d'exécution traditionnelle; les différends juridiques relatifs aux projets pluridisciplinaires rendent difficile la désignation des institutions; les agents d'exécution ne recourent pas tous dans une mesure suffisante à la pratique de la sous-traitance, qui devrait permettre d'aborder les problèmes sous un nouvel angle; enfin, l'accroissement des ressources nécessaires au PNUD pour les activités d'appui aux programmes exige de mettre en oeuvre à l'échelon central des mesures visant à répondre à de nouveaux besoins au niveau local.

18. Le rapport présente un tableau complet des opérations du BEP et indique que les principes directeurs énoncés dans la résolution 3405 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 28 novembre 1975, relatifs aux dimensions nouvelles et renforçant les moyens de gestion, les capacités techniques et administratives des pays en développement, ne sont pas favorisés par la méthode de l'exécution directe, d'autant plus que le PNUD n'a pas la qualité d'une institution technique spécialisée. En outre, la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977, relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, a accordé au Département de la coopération technique pour le développement du Secrétariat, ainsi qu'aux commissions régionales, un mandat d'exécution pour certains types d'activités, tels les projets pluridisciplinaires et ceux qui ne relèvent pas de la compétence spécialisée des institutions, catégories qui étaient auparavant considérées comme relevant de l'exécution directe par le PNUD. De plus, les principes de l'exécution directe, établis en 1974 et révisés depuis à deux reprises pour répondre aux objections des institutions quant à la rapide extension des activités du BEP, n'ont pas supprimé ce que les institutions considèrent comme la position ambivalente du PNUD en tant que juge et partie dans le choix des modalités d'exécution. Les inspecteurs estiment par ailleurs que, contrairement aux prévisions du PNUD en 1977 selon lesquelles l'exécution directe serait limitée de plus en plus aux projets non techniques, les activités du BEP ont continué de se concentrer sur des domaines techniques relevant de la compétence des institutions, et que, à la différence de celles-ci, le PNUD ne dispose pas de l'équipement technique suffisant pour contrôler les activités de ses sous-traitants qui prêtent peu d'attention au transfert des compétences et à la formation des nationaux des pays en développement.

19. Tout en admettant que l'appui technique inadéquat fourni par certains agents d'exécution aux projets financés par le PNUD a pu pousser le PNUD à renforcer le BEP, les inspecteurs estiment que la solution ne consiste pas à se charger de l'exécution des activités à la place des agents d'exécution mais de s'attaquer à l'origine du problème. Les inspecteurs concluent que le rôle croissant joué par le BEP en tant qu'agent d'exécution proche, par l'ampleur de ses activités, des grandes institutions spécialisées, mais dépourvu de compétences techniques égales, avait nui aux rapports entre le PNUD et les institutions.

20. Le rapport recommande au Conseil d'administration du PNUD de redéfinir le mandat du Programme en matière d'exécution directe, en limitant cette formule aux projets dont l'exécution ne comprend pas d'activités techniques, et au Comité administratif de coordination (CAC) d'examiner les méthodes appliquées par le BEP en vue de recommander à toutes les organisations d'utiliser celles qui se sont avérées efficaces pour la fourniture d'une assistance technique aux gouvernements.

21. Le rapport a été communiqué le 3 novembre 1983, pour suite à donner, au Secrétaire général des Nations Unies et pour information aux autres organisations participantes.

B. Contribution des organismes des Nations Unies à la préservation et à la gestion du patrimoine culturel et naturel de l'Asie et du Pacifique (JIU/REP/83/10) 3/

22. La présente étude fait suite à des rapports antérieurs du Corps commun d'inspection sur le même sujet en Afrique et en Amérique latine et cherche à déterminer les moyens efficaces de mettre un terme à la dégradation des ressources de l'environnement - air, eau, sol, forêts, faune et flore sauvages et patrimoine culturel - sujet, depuis une dizaine d'années, de nombreuses conférences, conventions, stratégies et résolutions de l'Organisation des Nations Unies - en particulier de l'Assemblée générale des Nations Unies - et des institutions qui lui sont reliées. Ces conférences, instruments et directives d'organes délibérants ont donné à certaines organisations du système des Nations Unies le mandat de participer activement à la protection et à la gestion de l'environnement, et en particulier du patrimoine culturel et naturel, et de soutenir les efforts déployés dans ce domaine par les pays en développement. Le présent rapport est spécialement consacré à la région de l'Asie et du Pacifique, qui possède un patrimoine millénaire extrêmement riche et varié.

23. L'étude examine l'intérêt que ce patrimoine présente, à de multiples égards, du point de vue de la capacité de développement socio-économique de la région. Outre sa valeur spirituelle, sociale, éducative, écologique, médicale et autre, le patrimoine culturel et naturel représente une importante source de recettes, notamment par le tourisme et par l'exploitation commerciale des ressources des forêts, de la flore et de la faune sauvages et de la mer. Pour les communautés rurales en particulier, les ressources de ce patrimoine sont vitales en tant que moyen de subsistance et source de revenus. Cependant, leur saine gestion dans l'optique d'une prospérité qui se transmette aux générations à venir est compromise par la croissance démographique que connaissent plusieurs pays et qui s'accompagne de vastes plans de modernisation et d'urbanisation et de processus d'industrialisation intensive, entraînant dans certains cas une dégradation de l'environnement, une déforestation et une désertification rapides ainsi que la quasi-extinction de certaines espèces sauvages.

24. D'après cette étude, les gouvernements de la région sont conscients de ces problèmes et ont adopté un ensemble de mesures pour y faire face, aux échelons national et régional, avec le soutien des organismes du système des Nations Unies. Pour louables qu'elles soient, les dispositions prises par de nombreux pays peuvent n'être pas adéquates pour assurer une gestion saine et suivie des ressources de leur patrimoine et une utilisation optimale de la contribution du système des Nations Unies. De manière générale, il serait souhaitable que les gouvernements de la région établissent des stratégies à long terme, globales et logiquement articulées, de conservation des ressources qui soient en harmonie avec les approches adoptées aux échelons régional et international; qu'ils renforcent leurs

institutions centrales ayant un rôle de coordination en matière d'environnement pour promouvoir une approche intégrée et équilibrée des questions de conservation du patrimoine; qu'ils fassent une large place à la formation et à l'acquisition systématique de connaissances spécialisées à l'échelon national, en tant qu'objectif de coopération avec les organismes des Nations Unies en matière de développement, et enfin qu'ils veillent à ce que les programmes de conservation fassent appel à la pleine participation de tous les secteurs de la population, en particulier à l'échelon local.

25. En évaluant la contribution et le degré d'efficacité de cinq organismes et institutions du système des Nations Unies, CESAP, FAO, PNUD, PNUE et Unesco, l'étude fait remarquer que si leurs apports financiers apparaissent faibles en comparaison de l'ensemble des besoins, ils ont obtenu dans leur rôle de conseillers, de catalyseurs et de promoteurs, certains résultats remarquables. Il faut citer en particulier, pour la CESAP et le PNUE, l'adoption de programmes d'action sous-régionaux en matière d'environnement par les gouvernements de la région; pour la FAO et le PNUD, la création de nombreuses réserves et parcs naturels et la formulation de principes et de directives en la matière; et pour l'Unesco et le PNUD, la restauration de monuments architecturaux et leur meilleure conservation, ainsi qu'un important renforcement des capacités techniques nationales de conservation du patrimoine culturel dans plusieurs pays. Non moins appréciable a été le rôle joué par d'autres organisations du système des Nations Unies, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, par des donateurs bilatéraux et par des organisations non gouvernementales - en particulier l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) et le Fonds mondial pour la nature (WWF).

26. Les inspecteurs procèdent à une brève analyse critique des résultats obtenus par le système des Nations Unies et ils font certaines recommandations, à savoir en particulier que les organisations concernées aident les gouvernements à formuler des stratégies de conservation à long terme, à établir quatre programmes sous-régionaux de formation à la gestion de la nature et des parcs naturels et à adhérer aux traités multilatéraux de conservation du patrimoine; que les activités de la FAO aient systématiquement pour but la création d'une autosuffisance nationale et le renforcement des liens de coopération technique entre pays en développement; que l'Unesco accorde plus d'attention aux aspects administratifs de la conservation du patrimoine culturel et prête son assistance à la mise en place d'un système d'entraide entre les laboratoires nationaux de conservation de la région.

27. La présente étude a été communiquée le 15 novembre 1983, pour suite à donner, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, pour information, aux Directeurs généraux de la FAO et de l'Unesco ainsi qu'aux autres organisations du CCI.

#### C. Gestion des bibliothèques du système des Nations Unies et coopération entre ces bibliothèques (JIU/REP/84/1) 4/

28. L'échange d'informations est une fonction essentielle des organisations du système des Nations Unies et un facteur de progrès mondial de plus en plus important en cette nouvelle "ère de l'information". Ces considérations ont récemment conduit le Conseil économique et social à souligner la nécessité de faciliter l'accessibilité, la coordination et l'harmonisation des systèmes d'information des organisations. Ce rapport, qui fait partie d'une série consacrée par le CCI à la question, traite donc des bibliothèques et des services de

bibliothèques, qui ont un rôle déterminant à jouer dans l'organisation de la circulation de l'information et dans la coordination du contrôle bibliographique de la documentation des institutions des Nations Unies destinée aux Etats Membres, au personnel, aux chercheurs et autres utilisateurs à l'intérieur ou à l'extérieur du système.

29. Si une douzaine de grandes bibliothèques du système ont fait des progrès considérables pour assurer à leurs utilisateurs des services modernes et appropriés, les quelque 70 autres sont très petites et ne peuvent fournir que des services limités et sont en retard dans l'application des techniques d'information modernes. Dans l'ensemble, ces bibliothèques sont encore très insuffisamment utilisées comme éléments de systèmes d'information et ne contribuent pas autant qu'elles le devraient à l'exécution des programmes techniques des organisations. Dans leur rapport, les Inspecteurs analysent l'organisation, l'efficacité et les problèmes de la structure actuelle des bibliothèques, leurs ressources en personnel, utilisateurs et services, collections et instruments d'information.

30. Il faudrait adopter "l'approche systématique" pour renforcer les opérations bibliothéconomiques dans trois grands domaines. Premièrement, les bibliothèques, qui ont généralement agi isolément, devraient former un réseau entretenant des relations de collaboration et relié à des sources d'information extérieures pour assurer une utilisation plus efficace des ressources bibliothéconomiques existantes. Deuxièmement, les bibliothèques elles-mêmes devraient se rapprocher davantage du concept de système, en établissant entre elles et avec d'autres services d'information des relations plus structurées et en se dotant du cycle complet des procédures internes de gestion. Troisièmement, les techniques et systèmes d'information nouveaux, qui auront une grande incidence sur les activités futures des bibliothèques dans de nombreux domaines, devraient être plus systématiquement explorés et utilisés.

31. Les inspecteurs concluent que plus les organisations développeront leurs systèmes globaux d'information, plus les bibliothèques et bibliothécaires devront fournir des services techniques spécialisés de qualité dans le contexte d'une information en voie d'évolution rapide. Leurs recommandations sont les suivantes :

a) Les efforts de collaboration interinstitutions, qui ont été entrepris à plusieurs reprises dans le passé mais qui n'ont pas été poursuivis, devraient être relancés par la constitution d'un groupe interinstitutions des chefs de bibliothèques, qui se réunirait périodiquement pour élaborer un programme de travail concret conduisant à l'établissement d'un réseau des bibliothèques du système des Nations Unies entretenant des relations de collaboration;

b) Chaque organisation devrait faire en sorte que son réseau de bibliothèques forme un ensemble bien intégré et efficace, que les responsabilités et les fonctions des bibliothèques de son système général d'information soient clairement définies et que chaque bibliothèque, aussi petite soit-elle, établisse un programme de travail interne et une procédure pour rendre compte de son activité en vue d'améliorer progressivement son fonctionnement et ses services;

c) Chaque bibliothèque, dans les activités qu'elle mène en collaboration et dans son programme de travail interne, devrait en permanence être attentive à la possibilité et à la nécessité de s'adapter aux exigences de l'évolution technique en matière d'information et de gestion bibliothéconomique;

d) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies devrait veiller à ce que les services de la Bibliothèque de l'ONU à Genève, dont les efforts de collaboration n'ont pas été poursuivis et dont la qualité a considérablement baissé par rapport à celle des autres grandes bibliothèques du système, soient examinés, rationalisés et modernisés pour répondre aux besoins des programmes techniques et de tous les utilisateurs à Genève, et que les demandes de crédits correspondantes soient convenablement présentées aux organes directeurs dans les futurs budgets-programmes.

32. Le rapport a été communiqué le 9 février 1984, pour suite à donner, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux chefs de secrétariat des autres organisations ayant accepté le statut du CCI.

D. Rapport sur le Grand Programme 110 de l'OIT consacré  
à la sécurité sociale (JIU/REP/84/2)

33. Dans un monde qui subit depuis dix ans une évolution radicale, la Sécurité sociale occupe une place primordiale dans la politique sociale de tout Etat, qu'il soit industrialisé ou en développement. C'est précisément le domaine d'activité du Grand Programme 110 - Sécurité sociale - de l'OIT.

34. Après un rappel des faits, le rapport souligne le rôle de la sécurité sociale en tant qu'élément majeur de politique de développement; il récapitule certaines des grandes conventions adoptées par l'OIT, puis largement ratifiées par les Etats Membres.

35. Pour recueillir des renseignements directs sur l'organisation et le fonctionnement de la sécurité sociale dans les pays en développement et évaluer plus particulièrement comment l'OIT facilite l'élaboration de systèmes rationnels dans ces pays, l'inspecteur a effectué plusieurs visites sur le terrain en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et au Moyen-Orient. Il décrit brièvement chaque système, en spécifiant l'assistance apportée par l'OIT et formule en outre un certain nombre de considérations sur la sécurité sociale visant à souligner le rôle de l'Organisation.

36. Pour donner une idée objective du programme et de son évolution, l'inspecteur a analysé les moyens consacrés à sa réalisation, c'est-à-dire les ressources disponibles pour l'exécution du programme, le personnel affecté à cette tâche et le programme de travail lui-même. Il apparaît que la réduction des ressources a eu un effet négatif sur les résultats et a empêché toute augmentation du nombre des projets.

37. L'étude passe en outre en revue les relations des organisations de sécurité sociale et des organisations régionales européennes avec le Programme de l'OIT. Elle explique plus particulièrement le fonctionnement de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) et ses relations étroites avec l'OIT. En ce qui concerne les organisations régionales européennes, le Programme "européen" du Département de la sécurité sociale de l'OIT comporte plusieurs éléments, dont le plus important est l'appui technique apporté à ces organisations (la Communauté économique européenne, le Conseil de l'Europe, etc.).

38. L'inspecteur fait sept recommandations portant essentiellement sur l'affectation de ressources suffisantes au Programme 110 - Sécurité sociale; le rôle de l'OIT en tant qu'agent d'exécution; l'intensification des programmes de formation et la réorganisation des structures existantes; la préparation d'une

grande conférence sur la sécurité sociale dans le monde en développement; le rôle de l'OIT dans l'évaluation de tous les accords bilatéraux; les relations avec l'Association internationale de la sécurité sociale et le Centre interaméricain d'études de sécurité sociale.

39 Le rapport a été communiqué le 28 février 1984 au Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, pour suite à donner, et aux autres organisations ayant accepté le statut du CCI, pour information.

E. La politique de recrutement et son application à l'Organisation internationale du Travail (JIU/REP/84/3)

40. Depuis des années, la politique suivie par l'Organisation internationale du Travail en matière de personnel et de recrutement préoccupe énormément ses Etats membres et suscite des critiques de plus en plus vives. Au cours des débats consacrés par le Conseil d'administration, lors de ses récentes sessions, à la composition et à la structure de la catégorie des administrateurs soumise à la répartition géographique, toutes les parties représentées ont fait part de leur déception sur divers aspects de ce problème particulier. La composition actuelle du secrétariat de l'OIT - le Bureau international du travail - a été décrite comme présentant "un déséquilibre flagrant" et sa politique en matière de personnel et de recrutement comme "non conforme aux intérêts de la majorité des Etats Membres".

41. Actuellement, le BIT, avec 150 Etats membres, compte d'après les normes des Nations Unies 49 pays non représentés, 36 sous-représentés et 43 surreprésentés. L'Europe occidentale, qui occupe 44,4 p. 100 de tous les postes est surreprésentée aux dépens de toutes les autres régions géographiques. C'est pourquoi les représentants des gouvernements autant que ceux des employeurs et des travailleurs continuent à regretter la lenteur des mesures prises pour corriger le déséquilibre de la répartition du personnel par région, âge et sexe.

42. Les inspecteurs reconnaissent que le déséquilibre de la composition géographique du Bureau international du travail peut s'expliquer par certaines raisons historiques, mais qu'il résulte dans une large mesure de l'absence de système de quotas et d'une application non satisfaisante de la politique relative au personnel et au recrutement.

43. Ayant examiné la composition géographique du personnel, les inspecteurs suggèrent que la Conférence générale réaffirme le principe de la répartition géographique équitable des postes du Bureau comme critère officiel de sa politique en matière de recrutement et de personnel et autorise le Directeur général à appliquer rigoureusement ce principe lors de la formulation et de la mise en oeuvre de cette politique.

44. Les inspecteurs ont également étudié différentes possibilités pour améliorer la répartition géographique du personnel et ont estimé que la meilleure solution pour le BIT serait le système de quotas actuellement appliqué à l'Organisation des Nations Unies. Sur la base de trois critères (qualité de membre, population et contribution au budget ordinaire), les inspecteurs ont calculé les quotas reproduits à l'annexe I du rapport, qui pourraient servir de modèle au BIT. Pour atteindre ces objectifs, les inspecteurs suggèrent l'élaboration d'un plan quinquennal analogue à celui qui est actuellement en cours d'exécution à l'ONU. L'établissement d'un tel plan est impératif en vue du départ à la retraite de 25 p. 100 environ des administrateurs au cours des cinq prochaines années.

45. Pour éviter toute confusion dans les documents du BIT sur la composition du personnel, les inspecteurs recommandent d'harmoniser la présentation des statistiques en adoptant les sept mêmes régions géographiques que dans les documents de l'ONU et en ventilant les données respectives par nationalité, nombre et classe des postes, comme il est indiqué à l'annexe II du rapport.

46. Les inspecteurs proposent également que la Conférence générale demande au Directeur général de prendre les mesures appropriées pour améliorer les normes et les méthodes de recrutement et appliquer rigoureusement les articles pertinents du Statut du personnel. Il faudrait peut-être, par exemple, diffuser les avis de vacances de postes deux à trois ans à l'avance pour permettre aux services de recrutement nationaux de sélectionner de meilleurs candidats et de raccourcir la durée de la procédure de recrutement.

47. Le rapport a été communiqué le 23 février 1984 au Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, pour suite à donner, et aux autres organisations ayant accepté le statut du CCI, pour information.

#### F. Organisation maritime internationale (JIU/REP/84/4)

48. L'OMI est la seule organisation mondiale intergouvernementale qui regroupe tous les aspects techniques de la navigation. Avec un effectif approximatif au Siège de 260 fonctionnaires de toutes les classes et un budget annuel de 13 millions de dollars des Etats-Unis environ, c'est l'une des plus petites institutions spécialisées du système des Nations Unies.

49. Le rapport analyse les objectifs et fonctions de l'OMI; le fonctionnement de ses organes intergouvernementaux; ses activités de coopération technique; ses relations avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes subsidiaires, d'autres institutions spécialisées, et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales; ainsi que le travail du secrétariat de l'OMI, ses ressources en personnel et son budget.

50. En 28 années d'existence, l'OMI est devenue une institution spécialisée des Nations Unies efficace et bien administrée. Elle a résisté à la tentation de l'expansion bureaucratique et s'est rigoureusement limitée à ses fonctions techniques.

51. L'OMI entretient des relations étroites et fructueuses avec d'autres institutions et organismes des Nations Unies s'occupant de questions maritimes, plus particulièrement l'OIT, l'UIT, l'Unesco, l'OACI et le PNUE. Il se pose quelques problèmes de démarcation avec la CNUCED pour certaines questions de législation maritime. A cet égard, les inspecteurs souscrivent pleinement à la recommandation du Comité du programme et de la coordination, selon laquelle il faut "que l'OMI et la CNUCED intensifient leur coopération dans le domaine des transports maritimes en veillant à ce qu'elle s'inscrive dans le cadre des accords en vigueur et permette d'éviter la duplication et les chevauchements d'activités". En outre, les secrétariats de l'OMI et de la CNUCED doivent conjointement prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer la conclusion d'un accord, sous réserve de confirmation par leurs organes intergouvernementaux respectifs, tout d'abord sur la définition des points de litige en matière de législation maritime, puis sur l'attribution des responsabilités entre l'OMI et la CNUCED compte tenu, notamment, des travaux déjà consacrés à ces questions par chaque organisation.

52. Il est difficile pour l'OMI de suivre de près ce qui se passe au Siège de l'ONU à New York et d'assister aux réunions qui présentent un intérêt pour ses activités. Un moyen rentable de surmonter ces difficultés consisterait à nommer un attaché de liaison à temps partiel à New York, comme celui que l'OMI a déjà à Genève.

53. L'Organisation étant maintenant entièrement regroupée sous le même toit, il ne paraît plus nécessaire que l'administration et la gestion financière du programme d'assistance technique, ainsi que le recrutement du personnel spécialisé et des experts, soient assurés par la Division de la coopération technique et la Division des conférences indépendamment du service d'administration centrale de l'OMI. Il faudrait sérieusement envisager de réunir au sein de la Division administrative les fonctions de recrutement, d'administration et de gestion financière actuellement assumées par les Divisions de la coopération technique et des conférences, avec celles dont la Division administrative s'acquitte déjà; cette mesure s'accompagnerait d'un transfert de personnel. Il serait particulièrement justifié que toutes les fonctions financières soient automatisées et exécutées en un même lieu, en raison des économies de temps que cela ferait probablement réaliser.

54. L'effectif réduit de l'OMI limite les possibilités d'amélioration de sa répartition géographique, mais il faut s'efforcer encore de varier les nationalités en engageant surtout des ressortissants des pays non représentés ou en développement. On pourrait s'attacher aussi à élargir la représentativité géographique des experts recrutés, étant entendu que le secrétariat est tenu de proposer des experts hautement qualifiés et que le gouvernement hôte a le droit de choisir le candidat le plus approprié.

55. La présentation actuelle du budget de l'OMI diffère quelque peu de celle d'un budget-programme, qui a pour principale fonction de rendre compte aux Etats membres et aux organes directeurs des priorités, des programmes et de l'affectation des ressources proposées. Le Secrétaire général de l'OMI et le Conseil doivent déterminer s'il est souhaitable d'ajouter au programme de travail et au budget une page ou deux sur les activités envisagées pour chaque division technique, afin de donner aux Etats membres une idée plus claire des suites que les divisions techniques sont censées donner aux décisions des organes intergouvernementaux.

56. Le rapport a été communiqué le 29 février 1984 au Secrétaire général de l'OMI, pour suite à donner, et aux autres organisations ayant accepté le statut du CCI, pour information.

G. Politiques et pratiques suivies en matière de publications  
dans les organismes des Nations Unies (JIU/REP/84/5) 5/

57. Les publications sont l'une des activités importantes du programme et le resteront. Les organismes des Nations Unies en produisent environ 4 000 par an (y compris les périodiques). Leur objet est de rassembler, d'analyser et de diffuser des informations sur l'ensemble des activités du système et aussi d'encourager une analyse objective et de stimuler la discussion. Il est donc essentiel qu'elles donnent une image adéquate de ses activités et qu'elles atteignent les personnes et les institutions auxquelles elles sont destinées d'une manière à la fois efficace et aussi peu coûteuse que possible.



58. Le rapport donne une vue générale des publications dans les organismes des Nations Unies. Les inspecteurs ont eu quelque difficulté à utiliser l'information recueillie au moyen d'un questionnaire qui avait été adressé à toutes les organisations ayant accepté le statut du CCI et à un certain nombre d'institutions autonomes ou indépendantes du système des Nations Unies. Surtout, les statistiques financières laissant beaucoup à désirer, ils n'ont pu que supputer les sommes dépensées par l'ensemble des organismes des Nations Unies pour les publications, dont l'ordre de grandeur équivaut à peu près à 10 p. 100 du montant global de leur budget ordinaire (soit environ 150 millions de dollars des Etats-Unis en 1981) au titre des seuls coûts directs.

59. [Cependant, le problème principal concerne moins les chiffres que les buts et les orientations suivies : que publient les organismes des Nations Unies et pour qui? A-t-on défini un public cible et est-il atteint? Les publications paraissent-elles principalement parce qu'elles répondent à une obligation juridique, parce qu'elles sont inscrites au budget ou pour une raison analogue, ou bien satisfont-elles un besoin ou une demande? Le contrôle de la qualité est-il suffisant? Les perspectives de vente devraient-elles être un critère? Les inspecteurs s'efforcent de répondre à ces questions et à d'autres encore dans le rapport. Leurs conclusions ne sauraient être considérées comme définitives ni complètes, mais ils signalent divers points sur lesquels des améliorations seraient possibles.]

60. Les principales recommandations du rapport ont trait aux questions suivantes :

a) Mise en vente ou distribution gratuite : les critères à appliquer. Les organisations sont tenues par leur mandat d'accorder la priorité à la diffusion de l'information. Les ventes sont considérées comme subsidiaires. Sans contester la valeur de ce mandat, les inspecteurs recommandent que les ventes soient considérées dans une optique plus positive. Cela sensibiliserait les organisations à la nécessité de produire des textes publiables et vendables.

b) Le contrôle de la qualité et le rôle du Directeur des publications. La qualité des textes publiés ne sera pas améliorée, semble-t-il, si l'on compte pour cela sur des organes comme le Comité des publications, qui ont essentiellement des fonctions de supervision. C'est dès les premières phases des opérations, à un niveau plus proche de l'unité d'origine, qu'il faut y veiller. Les fonctions du Directeur des publications sont un élément crucial de l'effort de sensibilisation à mener à cet égard. Le titulaire du poste devrait avoir une certaine expérience de l'édition, y compris de l'édition commerciale, et il devrait avoir qualité pour veiller à ce que les manuscrits obéissent aux critères d'acceptabilité eu égard au public auquel ils sont destinés. Il devrait présider le sous-comité de rédaction chargé par le Comité des publications de l'aider dans cette tâche. Des personnes bien informées et intéressées, ne participant pas nécessairement à la production de publications déterminées dans l'organisation considérée, pourraient être invitées à devenir membres de ce sous-comité.

c) Collecte de l'information nécessaire à la gestion. On constate de nombreuses et graves lacunes dans l'information, en particulier statistique, relative aux coûts directs et indirects et à l'efficacité des activités en matière de publications. Il est essentiel de remédier à ces carences pour permettre une gestion et une planification intelligentes. Certaines organisations ont déjà pris des dispositions pour mettre en place des systèmes de comptabilité qui fassent apparaître plus clairement les coûts de production. Les inspecteurs engagent toutes les organisations à faire de même.

d) Réduction du volume des publications. Il convient de redistribuer les ressources affectées aux publications de telle sorte qu'une fraction accrue des fonds soit consacrée à la commercialisation, à la promotion et à la distribution. Les organes directeurs devraient exiger un contrôle plus rigoureux des publications - que publie-t-on et pour qui - et devraient envisager de réaménager les budgets de façon à rééquilibrer la répartition des ressources entre la production et la diffusion.

61. Le rapport examine également certaines formes actuelles de coopération et de consultation entre les organisations. Elles sont utiles mais il faut aller plus loin. La réunion interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications devrait prendre un plus vif intérêt à la question des publications. Un sous-comité de la réunion devrait être chargé de s'occuper des problèmes reconnus par le CAC qui se posent dans ce domaine. Au nombre de ceux-ci, les inspecteurs ont noté la nécessité de coordonner la collecte de l'information nécessaire à la gestion et d'étudier la faisabilité d'arrangements collectifs de vente et de distribution entre les organisations.

62. Les inspecteurs recommandent que le CAC invite le Comité commun de l'information des Nations Unies (CCINU) à formuler des avis sur les aspects de la question des publications touchant à l'information du public. Il serait, semble-t-il, utile de se servir des ressources du Département de l'information de l'ONU et de ses centres d'information pour promouvoir les fins servies par les publications des organismes des Nations Unies.

63. Le rapport a été transmis le 9 mars 1984, pour suite à donner, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux chefs de secrétariat des autres organisations ayant accepté le statut du CCI.

#### H. Rapport sur le Bureau des services du secrétariat pour les questions économiques et sociales (JIU/REP/84/6) 6/

64. Le rapport sur le Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales s'inscrit dans la série de rapports portant sur l'application de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies.

65. Jusqu'à l'adoption de la résolution 32/197, les services techniques de secrétariat fournis aux organes intergouvernementaux en ce qui concerne les questions économiques et sociales étaient assurés par le Secrétariat du Conseil économique et social, qui faisait partie de l'ancien Département des affaires économiques et sociales; les services correspondants fournis au mécanisme du CAC étaient assurés par le Bureau des affaires interorganisations, qui relevait directement du Secrétariat général. Toutes ces fonctions ont été regroupées au Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales.

66. La principale fonction confiée au Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales par le Secrétaire général dans sa circulaire No 163 du 23 mars 1978 est de fournir, de façon intégrée, des "services techniques de secrétariat" au Comité des programmes et de la coordination, au Conseil économique et social, à l'Assemblée générale et aux conférences spéciales ainsi qu'au mécanisme de coordination intersecrétariats.

67. Le Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales est également chargé d'organiser et de coordonner la fourniture par le secrétariat des services d'appui fonctionnels, en particulier de documentation; de faire en sorte que les organes intergouvernementaux et les services organiques du secrétariat soient tous tenus au courant des décisions pertinentes et des mesures prises pour y donner suite; d'établir en consultation avec les services organiques compétents, le programme de travail du Conseil économique et social; d'établir, en consultation avec le Département des services de conférence, le calendrier des conférences et réunions dans les domaines économique et social; d'aider le Secrétariat aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale à préparer l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale en ce qui concerne les questions économiques et sociales et à résoudre toutes les questions d'organisation qui s'y rapportent, y compris la formulation de recommandations pour la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour.

68. Les effectifs du Bureau sont relativement plus modestes que ceux du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Département de la coopération technique pour le développement, les deux principaux départements pour les questions économiques et sociales. Le Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales compte 39 postes permanents (21 administrateurs et 18 agents des services généraux), n'a aucun poste financé à l'aide de fonds extra-budgétaires, et dispose d'un budget de 3,8 millions de dollars. Les inspecteurs sont parvenus à la conclusion que l'organisation relativement simple du Bureau était bien adaptée à ses fonctions. Cependant, compte tenu du volume de travail et des responsabilités importantes du Bureau, les inspecteurs estiment qu'il faudrait créer trois services distincts ayant chacun à sa tête un administrateur de la classe appropriée. Ces services seraient chargés, respectivement, de la planification du calendrier et de la documentation et du contrôle de la rédaction; des réunions des organes intergouvernementaux et autres réunions et du Service des conférences spéciales; et des affaires interorganisations.

69. Mise à part la liste de ses attributions qui a été publiée sous la cote ST/SGB/163, le Bureau n'a jamais reçu officiellement de mandat. Les inspecteurs recommandent que le Secrétaire général publie sans délai un document définissant le mandat du Bureau, en tenant compte des attributions qui ont été confiées à ce dernier depuis la publication de la circulaire ST/SGB/163.

70. Les inspecteurs estiment que les résultats obtenus ont prouvé le bien-fondé de la décision découlant de la résolution 32/197, de charger le Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales de l'édition des documents dans les domaines économique et social.

71. On a également émis l'opinion que certains des services organiques dans le secteur économique et social, en particulier le Département des affaires économiques et sociales internationales, devraient avoir leur propre personnel d'édition, ce qui leur permettrait de recruter des éditeurs spécialisés dans les domaines économique et social. Les inspecteurs estiment que la centralisation du contrôle de la rédaction des documents économiques et sociaux au sein du Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales a permis à celui-ci de donner la priorité à l'édition des documents les plus importants et les plus urgents et d'assurer rapidement la publication des documents nécessaires en cours de session. Ils concluent qu'il est préférable que le Bureau demeure responsable du contrôle de la rédaction dans les domaines économique et social.

72. Depuis 1978, une nouvelle fonction a été confiée au Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales, à savoir le Service technique des réunions du Groupe des 77 et de ses sous-groupes dans le domaine économique. En ce qui concerne cette nouvelle tâche, les inspecteurs notent que les Etats Membres ont entièrement confiance dans l'impartialité du Bureau et qu'ils souhaitent que le service de leurs séances soit assuré par le Bureau de préférence à toute autre unité administrative. Etant donné la confiance dont jouit le Bureau auprès des Etats Membres, les inspecteurs recommandent que le Secrétaire général étudie la possibilité de confier, le moment venu, au Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales, la responsabilité de fournir des services techniques à d'autres commissions de l'Assemblée générale et à des conférences spéciales ne traitant pas de questions économiques et sociales.

73. Dans la dernière recommandation, les inspecteurs estiment qu'il faudrait reconnaître que le service des réunions officielles (notamment de celles ayant trait aux travaux du Conseil économique et social et de la Deuxième Commission) qui incombe au Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales et au Département des services de conférence justifie que des crédits soient inscrits à cet effet dans le budget-programme, et qu'il faudrait autoriser les deux entités intéressées à planifier ces réunions et à y affecter les moyens financiers et humains nécessaires, sous réserve que le programme de réunions officiel soit exécuté en priorité.

74. Le rapport a été transmis le 10 avril 1984 au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour suite à donner et aux autres organisations ayant accepté le statut du CCI pour information.

#### I. Les rapports au Conseil économique et social (JIU/REP/84/7) 7/

75. Depuis bientôt 20 ans, le Conseil économique et social traverse, dans son rôle et son fonctionnement, une crise évidente, qui a été suivie de près. Des difficultés techniques et politiques ont provoqué, tant au sein du Secrétariat que parmi des délégations, des malentendus et des frustrations qui illustrent le problème tout entier des relations entre le Secrétariat et les organes intergouvernementaux.

76. La documentation qui a été établie pour le Conseil en 1983 est symptomatique de cet état de choses : non seulement elle était volumineuse - la documentation remise au Conseil avant les sessions comptait à elle seule quelque 108 rapports représentant 4 000 pages - mais encore elle ne répondait pas véritablement aux besoins du Conseil. Le rapport du Corps commun d'inspection étudie la possibilité d'opérer une véritable révolution dans la conception technique de cette documentation, de manière qu'elle informe le Conseil au lieu de l'étouffer. Le rapport examine certains documents relatifs aux trois fonctions essentielles du Conseil : la définition des politiques, la coordination, et la planification et la programmation.

77. Le déroulement du débat général de la deuxième session obéit à des contraintes et à des rites précis. En 1983, des problèmes importants ont été mis en lumière, et l'on s'est efforcé de leur rechercher des solutions. Mais la documentation fournie est trop volumineuse, trop tardive, plus ou moins disparate, partiellement résumée, trop purement informative, et ne comportant pas de recommandations. Seul, le rapport du Comité de la planification du développement (CPD) a présenté un résumé et des recommandations précises, mais le Conseil n'en a pas tenu compte.

78. En ce qui concerne l'Etude sur l'économie mondiale, soumise annuellement au Conseil, 83 p. 100 de son volume est consacré à des descriptions de situations. Ses développements analytiques sont trop brefs et difficiles à repérer. Nombre d'autres organisations internationales proposent des analyses différentes et souvent divergentes de la situation mondiale. Il conviendrait, semble-t-il, de fournir au Conseil une analyse de ces divergences, de réduire les parties descriptives de l'Etude sur l'économie mondiale au profit des développements analytiques et d'envisager de renforcer le CPD et de confier des tâches précises à ce groupe d'experts indépendants qui disposent de plus de liberté que le Secrétariat pour formuler leurs opinions. Le Conseil pourrait également envisager de rappeler une fois encore la nécessité de présenter des rapports orientés vers l'action, et de revoir la forme à donner au débat général.

79. Pour exercer sa deuxième fonction, à savoir la coordination des plans et des programmes à l'échelle du système, le Conseil se heurte au même type de difficultés. Les divers rapports du CAC ne fournissent pas les informations nécessaires ou ne sont que des catalogues descriptifs. Il arrive que des études intersectorielles présentent des analyses intéressantes, mais sans aboutir pour la plupart à aucune conclusion ni aucune recommandation. Le rapport annuel du Comité du programme et de la coordination (CPC) est le seul document qui présente au Conseil des conclusions à la fois critiques et constructives; mais les rapports qui sont fournis au CPC ne répondent pas à ses besoins de sorte qu'il est conduit à formuler des prescriptions méthodologiques plutôt que des recommandations de fond. Les réunions communes CAC-CPC souffrent des mêmes difficultés.

80. Les approches divergentes de ces organisations et le fait qu'elles doivent assumer des responsabilités sectorielles s'opposent à une amélioration de la coordination et l'on est amené, une fois de plus, à recommander le recours à une expertise extérieure pour compléter les rapports émanant du Secrétariat. Les experts recrutés par les organes intergouvernementaux eux-mêmes pourraient examiner les problèmes de coordination. Le CPC pourrait fixer la liste des sujets retenus, établir une liste d'experts (financés par un transfert de crédits affectés aux consultants du Secrétariat) et étudier les conditions détaillées d'établissement d'un tel système. Le CPC pourrait également être doté d'un secrétariat permanent comparable à celui dont bénéficie le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB).

81. Le Conseil et ses organes subsidiaires rencontrent des difficultés comparables dans l'exercice de la troisième fonction, la planification et la programmation aux Nations Unies, comme le montre l'exemple du Comité des ressources naturelles (CRN). Le CRN n'a, en 1983, reçu d'informations que sur quelques-unes des nombreuses activités de l'ensemble du système des Nations Unies dans le domaine des ressources minérales. Il n'a pas reçu les documents de programmation pertinents, n'a pas pu faire tout l'usage souhaitable des quelques études d'évaluation et de coordination qui lui ont été fournies, et a dû constater en 1983 qu'il n'avait pas les moyens d'assumer ses responsabilités. En ce qui concerne les autres programmes économiques, sociaux et humanitaires, il apparaît que seuls quelques-uns des outils de programmation existants sont utilisés, et par un petit nombre seulement d'organes subsidiaires.

82. Pour parvenir à des résultats, il est indispensable que ces instruments de programmation soient utilisés comme ils devraient l'être. Il serait particulièrement important que les leçons tirées des exercices d'évaluation soient fournies aux organes intergouvernementaux et appliquées pour la conception des nouveaux programmes. Pour qu'il en aille ainsi à l'avenir, une partie spéciale des

rapports ordinaires des organes subsidiaires du Conseil devrait être réservée à l'examen des programmes pertinents. Les documents de programmation devraient être distribués de façon systématique pour permettre cette fonction de prise de décision et leur qualité devrait être constamment améliorée; là encore, il faudrait recourir à une expertise extérieure permettant l'amélioration des outils de programmation et en particulier des rapports d'évaluation en profondeur.

83. En raison de contraintes bien connues qui pèsent sur le processus de négociation, de définition des politiques et de fonctionnement du système des Nations Unies dans les domaines économique et social, il n'est possible d'obtenir que des résultats modestes en ce qui concerne l'accroissement de l'efficacité. Mais ils pourraient avoir quelque importance pour l'ONU et la communauté internationale, en renforçant l'autorité intellectuelle de l'Organisation et de ses programmes.

84. Les réformes recommandées dans ce rapport et particulièrement le recours plus systématique à une expertise extérieure pourraient aider le Secrétariat à améliorer son efficacité, à vivifier son dialogue avec les Etats Membres et à mettre au point dans de nombreux domaines un style nouveau. La mise en oeuvre de cette solution exigera une réflexion institutionnelle plus poussée et un examen approfondi. Si le Conseil en approuve le principe, des études complémentaires du Secrétariat et du Corps commun d'inspection permettraient d'en définir les modalités.

85. Ce rapport a été communiqué le 1er mai 1984 au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour suite à donner, et aux autres organisations qui ont accepté le statut du CCI pour information.

J. Rapport sur les problèmes relatifs au personnel du programme alimentaire mondial (PAM) (JIU/REP/84/8)

86. Le PAM a été créé sur l'initiative conjointe de deux organisations, l'Organisation des Nations Unies et la FAO. De nombreuses dispositions des textes statutaires fondamentaux du PAM témoignent de cette origine commune : les membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire sont élus par moitié par chacune des deux organisations, le Directeur exécutif est nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de la FAO, après consultation du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, le Directeur exécutif est tenu de consulter le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de la FAO pour certaines questions, etc. Les documents de base ont également institué des relations complexes et originales entre le PAM et la FAO, dont les attributions s'imbriquent sans être toujours clairement précisées, ce qui entraîne de sérieuses difficultés d'interprétation et de gestion. Le Directeur exécutif a des responsabilités importantes en ce qui concerne la fourniture de services au Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, la dotation en personnel et l'organisation du secrétariat, la planification et l'exécution de projets, et la gestion des ressources. Cependant, il doit s'appuyer dans toute la mesure du possible sur le personnel et les installations fournies par la FAO (à titre onéreux) et administrer le personnel du PAM conformément aux règlements de la FAO.

87. Ce chevauchement d'attributions n'a peut-être pas posé de problèmes particulièrement complexes au début du Programme. Cependant, au fil des années, les difficultés d'interprétation et les tensions bureaucratiques se sont considérablement accrues, en raison des effets combinés de la multiplication des activités du PAM et de l'augmentation de ses effectifs, et de divergences

croissantes entre les deux organisations dans la manière de concevoir leurs relations. Le personnel du PAM est devenu de plus en plus conscient de la spécificité de la mission de cette organisation, tandis que les services de la FAO ont eu tendance à estimer que le Programme constituait un des départements de leur organisation. On a voulu voir, dans les "services rendus par la FAO au PAM" et dans la coopération qui s'est forcément instaurée au niveau des concepts et des programmes l'exercice, de la part de la FAO, d'un contrôle sur le PAM, ce que les documents de base n'autorisent pas.

88. C'est dans ce cadre général que les problèmes relatifs au personnel du PAM ont été examinés dans le rapport du CCI; il s'agit du domaine où la situation décrite ci-dessus a eu les effets les plus graves, et où il est le plus urgent de prendre des mesures correctives. Il est procédé à une analyse relativement détaillée de la situation actuelle des cadres du PAM, et un certain nombre de points critiques sont énumérés, notamment :

a) Le niveau des titres universitaires et des qualifications professionnelles est insuffisant pour répondre aux besoins actuels de l'organisation;

b) La répartition des membres du personnel tant géographique (prédominance d'un petit nombre de pays) que par sexe (absence de femmes aux grades les plus élevés) souffre d'un déséquilibre;

c) Le fait que les postes supérieurs sont peu nombreux et que les possibilités de roulement entre le siège et les bureaux locaux sont limités empêche que s'instaure un véritable système d'organisation des carrières.

L'inspecteur parvient à la conclusion que les problèmes touchant au recrutement, à la formation et à l'organisation des carrières, sont pratiquement insolubles dans le cadre des règlements actuels. Etant donné que seule la mise en place d'une politique du personnel permettra au PAM d'accomplir convenablement sa mission, il convient de proposer et d'appliquer des mesures visant à modifier les dispositions réglementaires de base et les pratiques en vigueur.

89. En conséquence, l'inspecteur suggère que la solution souhaitable pourrait consister à rechercher une formule comparable à celle des programmes tels que le PNUD, le FISE ou le HCR de manière à doter le PAM d'un système de gestion adapté à ses besoins, tout en conservant des liens avec les organisations fondatrices. Les recommandations formulées à l'intention du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire portent sur les points suivants :

a) Définition d'une politique du personnel du PAM, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation et la définition de "groupes professionnels", les méthodes de recrutement, le roulement entre le siège et les bureaux locaux, l'organisation des carrières et la formation;

b) Modification des règlements applicables actuellement au personnel du PAM et de l'article 14 des règles générales du PAM en fonction d'une redistribution des attributions de la FAO et du PAM en ce qui concerne les questions relatives au personnel, telle qu'elle est suggérée dans le rapport.

90. Ce rapport a été communiqué le 18 mai 1984 au Directeur exécutif du PAM pour suite à donner, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur général de la FAO pour avis, et aux autres organisations qui ont accepté le statut du CCI pour information.

K. Note au sujet d'une étude concernant l'administration du projet relatif aux communications en Afrique entrepris en commun par les pays nordiques et l'Unesco (phase I) (JIU/NOTE/84/1)

91. Le CCI a été prié par l'Unesco d'entreprendre l'étude en question. Le projet considéré a été financé par les gouvernements des cinq pays nordiques et exécuté par l'Unesco; il s'agissait de faire en sorte que les émissions radiophoniques en Afrique soient davantage conçues en fonction du développement et plus propres à le favoriser, particulièrement dans les zones rurales, et de former à cette fin du personnel de radiodiffusion et d'autres agents employés à des activités de développement. Les bénéficiaires de ce projet sont 6 pays africains, le Botswana, le Kenya, le Lesotho, la République-Unie de Tanzanie, le Swaziland et la Zambie, auxquels le Zimbabwe s'est joint par la suite; les gouvernements donateurs espéraient que ce projet servirait d'exemple à d'autres pays africains. Les crédits ouverts au titre du projet se sont élevés à 1,7 million de dollars, y compris une participation de l'Unesco aux frais généraux à raison de 14 p. 100 et il a été prévu que le projet serait entrepris en août 1979 et durerait trois ans.

92. Dans le rapport, on examine d'abord la conception du projet. Deux reproches lui sont adressés : premièrement, le document de base du projet est imprécis, particulièrement en ce qui concerne la formulation des objectifs s'agissant du nombre de personnes à former et la durée de la formation; deuxièmement, la consultation prévue avec les gouvernements africains intéressés n'a pas eu lieu suffisamment tôt.

93. L'inspecteur estime que si les consultations avaient été plus approfondies et s'étaient déroulées plus tôt, il serait apparu que les hypothèses énoncées dans le document de projet quant au niveau de compétence existant dans les pays intéressés en matière de communications étaient trop optimistes et l'on aurait su clairement l'importance à accorder à la question des recherches portant sur le public, dans le cadre de la formation donnée.

94. A propos de l'exécution du projet, l'inspecteur a souligné que, lors de l'enquête initiale relative à la formation, on ne s'était pas préoccupé de la question des recherches. Le nombre de cours (45) donnés pendant la période allant de mai 1980 à décembre 1983, soit 44 mois, a été à peine supérieur à celui initialement prévu (41) pour les 14 premiers mois. Ceci s'explique notamment par le fait que l'on n'avait pas su évaluer la mesure dans laquelle ces cours pouvaient être repris sous une forme donnée dans les différents pays bénéficiaires, et aussi par le fait qu'un coordonnateur de projet à temps plein n'a été recruté qu'en mars 1982. Une proportion substantielle des fonds consacrés au projet (13 p. 100) a dû être employée à donner une formation élémentaire en radiodiffusion à un certain nombre de stagiaires pour leur permettre de bénéficier de la formation avancée fournie dans le cadre du projet, et d'autres fonds (environ 2 p. 100) ont été réaffectés sans grands résultats au profit de la station de radiodiffusion communautaire de Homa Bay, au Kenya. Ce n'est qu'en février 1982 qu'un consultant pour les recherches a été recruté et qu'en mai de la même année que les cours ont comporté une formation complète à la recherche. Dans certains cas, les gouvernements hôtes n'ont pas versé leurs contributions de contrepartie pour les transports et le logement. L'inspecteur estime que le personnel affecté au projet aurait pu faire davantage pour éviter ces erreurs et trouver une solution plus satisfaisante aux divers problèmes.



95. En conclusion, l'inspecteur estime que, malgré ses défauts, le projet a rendu service aux pays africains et a été accueilli avec enthousiasme par les stagiaires et les directeurs de radiodiffusion. Grâce à ce projet, qui a répondu à une nécessité réelle que les gouvernements africains n'étaient pas en mesure de satisfaire, on dispose maintenant d'un groupe de spécialistes qualifiés en matière de communications, plus conscients des besoins du public, particulièrement celui des campagnes et capables d'en tenir compte dans leurs programmes. Ce projet permet de bien augurer de l'avenir en ce qui concerne la décentralisation des projets du siège de l'organisation vers les bureaux locaux, et en ce qui concerne leur exécution par les gouvernements. L'inspecteur espère, comme les autorités africaines, que le projet pourra se poursuivre.

96. Cette note a été communiquée en juillet 1984 au Directeur général de l'Unesco pour suite à donner, et aux autres organisations qui ont accepté le statut du CCI pour information.

L. Rapport sur la coopération technique de l'Agence internationale de l'énergie atomique (JIU/REP/84/9)

97. Ce rapport s'attache à analyser les effets de la coopération technique de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les programmes d'énergie nucléaire des Etats Membres.

98. Les conclusions et recommandations de ce rapport sont fondées sur les données recueillies au cours de visites dans certains pays membres, pendant lesquelles des réunions de travail ont été tenues avec les personnalités officielles chargées des programmes et projets appuyés par l'Agence. De plus, un questionnaire a été remis aux personnalités intéressées. Aussi bien lors des entretiens avec les personnalités officielles que dans le questionnaire, on a respecté la séquence habituelle de la plupart des activités de coopération technique : programmation, identification et formulation des projets, exécution, évaluation et activités de suivi. Les auteurs du rapport ont suivi cette progression logique pour étudier la coopération technique de l'Agence.

99. On a fait observer dans le rapport que, dans l'ensemble, et malgré son volume relativement limité, la coopération technique de l'Agence était très appréciée par les pays bénéficiaires, et que le rôle de catalyseur joué par l'Agence était sans commune mesure avec le volume de son assistance.

100. On a souligné qu'avec le développement régulier de ses activités de coopération technique, l'Agence avait été de plus en plus amenée à participer à l'exécution de projets pluri-annuels importants. Il a donc été recommandé que l'Agence aide chaque pays membre intéressé à mettre au point un programme pluri-annuel portant sur tous les projets bénéficiant de son aide dans ce pays. Un tel programme, qui serait révisé et mis à jour chaque année, serait fondé sur la politique générale du pays intéressé et sa politique en matière d'énergie atomique, comporterait des objectifs prioritaires généraux et sectoriels et énoncerait les moyens de les atteindre.

101. Ces programmes n'auront de sens qu'à condition d'être élaborés en fonction des contributions financières prévisibles et dont on peut raisonnablement escompter qu'elles seront versées. Par conséquent, il faudrait progressivement modifier la procédure actuelle consistant à annoncer des contributions volontaires annuelles aux fins de la coopération technique, de manière que les annonces portent sur des périodes plus longues correspondant à la durée des nouveaux programmes de pays.

102. Le rapport conclut en faisant observer que l'Agence, en envoyant sur place des représentants habilités à traiter de tous les aspects de la coopération technique, faciliterait la mise en place des installations nécessaires à une programmation multi-annuelle des projets des pays. L'Agence devrait étudier à cette fin la possibilité d'avoir ses propres représentants locaux.

103. On a également fait observer que, en prévision d'une augmentation sensible du nombre de projets pluri-annuels importants, l'Agence devrait aider les pays intéressés qui le souhaitent à élaborer des documents de projets comportant tous les principaux éléments propres à assurer une exécution efficace du projet considéré. Le document de projet devrait mentionner notamment les objectifs à long et moyen termes du projet. Un plan d'activité indiquant les principales tâches à accomplir devrait également figurer dans ce document, qui devrait en outre mentionner clairement les crédits et les contributions gouvernementales destinées au projet. L'Agence pourrait également envisager d'envoyer des missions à court terme dans les pays intéressés pour les aider à formuler leurs projets.

104. Le rapport souligne que les projets de centrales nucléaires sont parmi les plus coûteux et les plus complexes, et qu'ils sont ceux dont l'exécution réclame le plus de temps; on a recommandé que l'Agence s'efforce davantage d'aider les Etats Membres à effectuer des études préparatoires et des études complémentaires sur la construction de centrales nucléaires, pour permettre à ces Etats d'avoir une idée plus claire des options fondamentales qui s'offrent à eux et de mieux évaluer les diverses incidences entraînées par l'exécution des projets.

105. S'agissant de la fourniture de matériel par l'Agence, l'AIEA devrait s'efforcer particulièrement de mettre au point avec les Etats Membres intéressés des procédures ou des accords généraux simplifiés et accélérés en matière de formalités douanières, lorsque ces procédures et accords font défaut, et coopérer avec les pays intéressés en vue d'installer des ateliers centraux pour l'entretien et la réparation du matériel fourni par l'AIEA, ou de matériel analogue obtenu d'autres sources.

106. Il est également recommandé que, s'agissant du recrutement des experts et consultants demandés par les Etats membres, l'Agence coopère avec ces derniers en vue d'obtenir, le cas échéant, les services d'un plus grand nombre d'experts nationaux ou régionaux.

107. Il est en outre recommandé dans le rapport que la formation par l'Agence de spécialistes des pays membres soit autant que possible conçue dans le cadre des projets exécutés en coopération avec l'Agence, de façon à garantir que la formation soit adaptée aux objectifs des projets. L'Agence devrait également aider les Etats Membres qui le souhaitent à constituer des comités nationaux chargés de superviser et de coordonner par l'intermédiaire de l'Agence la formation du personnel spécialisé.

108. Ce rapport a été communiqué en juillet 1984 au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour suite à donner, et aux autres organisations qui ont accepté le statut du CCI pour information.

M. Services communs des organisations des Nations Unies ayant leur siège au Centre international de Vienne (JIU/REF/84/10)

109. Cette étude a été demandée au CCI par la réunion officielle sur la transformation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée, tenue du 16 au 20 mai 1983, qui a recommandé que le CCI exécute une étude des effets possibles de la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée sur les services communs et les autres accords interinstitutionnels du Centre international de Vienne. Les services communs dont il est question dans le présent rapport sont constitués par les services d'appui aux programmes dans les domaines de l'administration, des finances, des activités relatives aux services de conférence et de la gestion, utilisés en commun par les organisations du système des Nations Unies ayant leur siège au Centre. Outre ces services communs à toutes les organisations concernées, on a également examiné dans ce rapport les services utilisés en commun uniquement par l'ONUDI et les organismes des Nations Unies ayant leur siège au Centre.

110. Dans ce rapport, on évoque l'organisation et l'administration des services communs du Centre international et le cadre dans lequel ils opèrent, on énumère leurs qualités et leurs défauts, on examine les questions soulevées par la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée et on propose des conclusions et recommandations. Après avoir examiné le fonctionnement des services communs actuels, les inspecteurs parviennent à la conclusion que, malgré certaines faiblesses, ces services fonctionnent de façon généralement satisfaisante et permettent aux Etats Membres qui en bénéficient de réaliser des économies sensibles en commun. De plus, les inspecteurs ont constaté que les trois organisations du Centre avaient acquis une expérience précieuse en matière d'administration, et qu'il conviendrait de renforcer, accroître et développer autant que possible les avantages financiers, les connaissances et l'expérience pratique acquis jusqu'à présent. Les inspecteurs ont donc conclu qu'il ne fallait pas modifier les accords actuels, sauf s'il était prouvé qu'une nouvelle répartition des attributions aboutirait à des résultats plus efficaces obtenus de façon plus rentable.

111. Les inspecteurs ont relevé certaines faiblesses dans le mode de gestion adopté pour la mise en oeuvre des services communs, à savoir que les organisations chargées de les administrer exercent, délibérément ou non, un contrôle direct sur les objectifs et les aspects financiers des services qu'ils fournissent, négligeant souvent de tenir suffisamment compte des vœux des utilisateurs qui s'acquittent cependant de leur part des dépenses encourues. Ils ont également observé que l'action des comités consultatifs et des autres organismes communs a parfois été entravée par le fait qu'ils ne disposaient pas des pouvoirs nécessaires pour peser sur les décisions des cadres des services communs que, dans le cadre de certains services, ces organismes n'existaient pas ou avaient cessé de fonctionner, et que les organisations d'utilisateurs n'étaient pas toutes représentées. Les inspecteurs recommandent de remédier adéquatement à ces déficiences par un ensemble de mesures correctives.

112. S'agissant des accords entre l'Organisation des Nations Unies et l'ONUDI, les inspecteurs ont observé que, bien que les Etats Membres fussent convenus à la réunion officielle que "la question des modifications éventuelles à apporter aux accords entre l'Organisation des Nations Unies et l'ONUDI et aux services communs actuels du Centre international de Vienne, du fait de la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée, devrait être examinée une fois la transformation effectuée", le Secrétaire général avait déjà introduit certaines modifications avec l'accord de l'Assemblée générale. Ils ont estimé que, en agissant ainsi, le

Secrétaire général n'avait pas suffisamment tenu compte des effets de cette décision pour le système élargi des services communs du Centre, et que cette décision ne devrait pas compromettre les possibilités de conserver, voire développer, les services communs après que le nouveau statut officiel de l'ONUDI serait entré en vigueur.

113. En ce qui concerne le développement des services communs actuels, les inspecteurs ont remarqué que certains secteurs susceptibles de se prêter à un tel développement et qui n'avaient pas été étudiés par les organisations du Centre international de Vienne à l'époque de l'élaboration du rapport considéré, étaient mentionnés dans le mémorandum d'accord. Les inspecteurs ont indiqué d'autres secteurs qui, dans les services généraux et les services de recrutement, de finances ou de conférence méritaient également d'être examinés à cette fin.

114. Dans leur étude relative aux services communs futurs, les inspecteurs accueillent avec satisfaction le fait que les trois organisations du Centre international de Vienne aient mis au point un ensemble de principes destinés à les guider dans la révision qu'ils ont entreprise du mémorandum d'accord. Dans le rapport, d'autres principes généraux sont proposés pour guider les organisations lors de leurs discussions sur les services communs. Outre ces principes, les inspecteurs proposent un ensemble de critères devant permettre de décider si un service donné devrait faire l'objet d'accords entre deux ou plusieurs organisations.

115. Ce rapport a été communiqué en 1984 au Secrétaire général des Nations Unies et au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour suite à donner, et aux autres organisations qui ont accepté le statut du CCI pour information.

#### Notes

1/ Les rapports des années précédentes ont été distribués par le Secrétaire général sous les cotes suivantes : A/C.5/1241; A/C.5/1304; A/C.5/1368, A/C.5/1433; A/C.5/1515; A/C.5/1598; A/C.5/1676; A/C.5/31/1; A/C.5/32/6; A/C.5/33/5; A/C.5/34/1; Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 34 (A/35/34), Ibid., trente-sixième session, Supplément No 34 (A/36/34); Ibid., trente-septième session, Supplément No 34 (A/37/34); et Ibid., trente-huitième session, Supplément No 34 (A/38/34).

2/ Distribué aux membres de l'Assemblée générale sous la cote A/39/80.

3/ Distribué aux membres du Conseil économique et social sous la cote E/1984/52.

4/ Distribué aux membres de l'Assemblée générale sous la cote A/39/299.

5/ Distribué aux membres de l'Assemblée générale sous la cote A/39/299.

6/ Publié sous la cote A/39/94-E/1984/60.

7/ Publié sous la cote A/39/281-E/1984/81.

---

## كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---